

CHAPITRE XII. — *Entrée en vigueur*

Art. 75. La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 décembre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—————
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2020-2021

A-400/1 Projet d'ordonnance organique

Session ordinaire 2021-2022

A-400/2 Rapport

A-400/3 Amendements après rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 26 novembre 2021

HOOFDSTUK XII. — *Inwerkingtreding*

Art. 75. Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2023.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 10 december 2021.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—————
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2020-2021

A-400/1 Ontwerp van organieke ordonnantie

Gewone zitting 2021-2022

A-400/2 Verslag

A-400/3 Amendementen na verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 26 november 2021

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/34483]

17 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale interdisant la possession et le transport de feux d'artifice

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 166, § 2, de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en son article 48 modifié par la loi du 6 janvier 2014 ;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes en son article 4, § 2^{quater}, 1^o, tel que modifié par la loi du 6 janvier 2014 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en son article 11 remplacé par la loi du 7 décembre 1998 ;

Vu la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, l'article 4, § 2 ;

Vu l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant la déclaration de la situation d'urgence épidémique concernant la pandémie de coronavirus COVID-19, en son article 1^{er} déclarant jusqu'au 28 janvier 2022 inclus ladite situation d'urgence épidémique ;

Vu l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant les mesures de police administrative nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19, tel que modifié par l'arrêté royal du 19 novembre 2021 et par l'arrêté royal du 4 décembre 2021 ;

Considérant qu'eu égard à la gestion de la crise sanitaire du COVID, la pression sur notre système hospitalier est extrêmement forte (à titre d'exemple, environ 40 % des lits en soins intensifs en Région de Bruxelles-Capitale occupés par des patients COVID) ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/34483]

17 DECEMBER 2021. — Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende een verbod op het bezit en het vervoer van vuurwerk

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op artikel 166, § 2 van de Grondwet;

Gelet op artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op artikel 4, § 2^{quater}, 1^o van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 6 januari 2014;

Gelet op artikel 11 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, zoals vervangen door de wet van 7 december 1998;

Gelet op de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, artikel 4, § 2 ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 28 oktober 2021 houdende de afkondiging van de epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie dat in artikel 1 deze epidemische noodsituatie uitvaardigt tot en met 28 januari 2022;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 oktober 2021 houdende de nodige maatregelen van bestuurlijke politie teneinde de gevolgen voor de volksgezondheid van de afgekondigde epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie te voorkomen of te beperken zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 19 november 2021 en door het koninklijk besluit van 4 december 2021;

Overwegende dat gelet op de beheersing van de gezondheidscrisis ingevolge COVID de druk op ons ziekenhuissysteem uitermate hoog is (zo wordt bijvoorbeeld ongeveer 40 % van de bedden voor intensieve zorgen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingenomen door COVID-patiënten) ;

Considérant que chaque année en cette période de fêtes, l'usage plus important de feux d'artifice entraînent de nombreux accidents avec pour corollaire une sollicitation accrue des services d'urgence des hôpitaux voire des hospitalisations pour les cas les plus graves ;

Que dans le chef d'une autorité publique normalement prudente et diligente, il y a lieu de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter, tant que faire se peut, d'alourdir encore la charge pesant sur le système hospitalier singulièrement lorsqu'il y a un manque de personnel et que celui-ci est déjà fortement et depuis longtemps mobilisé ;

Que ce manque de personnel sera vraisemblablement accru avec les congés de fin d'année ;

Considérant que l'Autorité considère que la protection du système de soins de santé et de l'infrastructure hospitalière est essentielle non seulement pour la prise en charge des patients atteints du COVID-19, mais également pour assurer le suivi des patients atteints d'autres pathologies ; qu'une saturation du système hospitalier engendre une réorganisation des services de soins (avec aussi des transferts de patients vers d'autres régions) et une modification des priorités quant à la prise en charge médicale des patients ; que cela aboutit à une réduction de la détection et du suivi des autres pathologies ; qu'il est par conséquent primordial d'assurer la protection du système de soins de santé afin de préserver le droit fondamental à la vie et à la santé de la population ;

Considérant que l'article 4, § 2 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique dispose que : « Lorsque les circonstances locales l'exigent, les gouverneurs et bourgmestres prennent, chacun pour son propre territoire, des mesures renforcées par rapport à celles visées au paragraphe 1^{er}, conformément aux éventuelles instructions du ministre. A cet effet, ils se concertent avec les autorités fédérales et fédérées compétentes en fonction de la mesure envisagée. Si l'urgence ne permet pas une concertation préalable à l'adoption de la mesure, le bourgmestre ou le gouverneur concerné informe ces autorités compétentes le plus rapidement possible de la mesure prise. Dans tous les cas, les mesures envisagées par le bourgmestre sont concertées avec le gouverneur, et celles envisagées par le gouverneur sont concertées avec le ministre ».

Considérant qui y a lieu d'entendre les termes « le gouverneur » utilisés dans la disposition légale précitée par « le Ministre-Président » pour ce qui concerne le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant comme le souligne le Conseil d'Etat dans un arrêt n°247.452 du 27 avril 2020 que la Ministre de l'Intérieur dispose « du plus large pouvoir d'appréciation » dans le choix des mesures de gestion de la crise sanitaire ;

Considérant que par analogie de motifs, le Ministre-Président dispose du plus large pouvoir d'appréciation dans le cadre de l'adoption de mesures complémentaires en rapport avec la gestion de la crise du COVID-19 et ce, dans les limites de ses compétences de police administrative (art.5, § 2 loi pandémie) ;

Considérant que dans un arrêt n°241.671 du 30 mai 2018, le Conseil d'Etat souligne que : « toute loi de police administrative habilite les autorités compétentes à prendre des mesures préventives tendant à éviter des troubles à l'ordre public avant qu'ils ne surviennent » et que « l'autorité dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation et peut prendre en compte toute situation potentiellement dangereuse et tout risque, même faible, pour la sécurité publique » ;

Qu'ainsi, outre les mesures déjà édictées au niveau fédéral, les autorités locales conservent la possibilité d'adopter des mesures complémentaires en raison de la situation sanitaire particulière propre à leur territoire ;

Considérant que le centre de crise national a communiqué aux gouverneurs de province en date du 16 décembre qu'aucune mesure d'interdiction générale ne serait prise au niveau fédéral, mais a sollicité ces derniers afin qu'ils diffusent le message uniforme que l'utilisation de feux d'artifice est fortement déconseillée afin d'éviter l'occupation de lits supplémentaires dans les unités de soins intensifs ;

Que la liberté de prendre une mesure d'interdiction a été laissée aux autorités locales compétentes moyennant information préalable de l'autorité fédérale ;

Overwegende dat elk jaar tijdens de feestdagen het toegenomen gebruik van vuurwerk leidt tot talloze ongevallen waardoor er een groter beroep moet worden gedaan op de spoeddiensten van de ziekenhuizen en de zwaarste gevallen zelfs in het ziekenhuis opgenomen moeten worden;

Dat een overheid vanuit een normale voorzichtigheid en plichtsbewustzijn alle vereiste maatregelen dient te nemen om zoveel als mogelijk te voorkomen dat de reeds bestaande druk op het ziekenhuissysteem nog verder toeneemt, zeker wanneer dit kampt met personeelstekort en reeds lang op volle toeren draait;

Dat dit personeelstekort waarschijnlijk nog zal toenemen tijdens het eindejaarsverlof;

Overwegende dat de overheid vindt dat het essentieel is om het gezondheidszorgsysteem en de ziekenhuisinfrastructuur te vrijwaren, niet alleen om patiënten met COVID-19 op te vangen, maar ook om ervoor te zorgen dat patiënten met andere pathologieën kunnen worden opgevolgd; dat een verzaaiing van het ziekenhuissysteem leidt tot een reorganisatie van de verzorgingsdiensten (waarbij ook patiënten naar andere gewesten worden overgebracht) en tot een wijziging van de prioriteiten op het vlak van de medische verzorging van patiënten; dat daardoor andere pathologieën minder zullen kunnen worden opgespoord en opgevolgd; dat het daarom van het aller grootste belang is om het gezondheidszorgsysteem te vrijwaren teneinde het basisrecht van de bevolking op leven en gezondheid te waarborgen;

Overwegende dat in artikel 4, § 2 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie bepaald is dat : " Wanneer de lokale omstandigheden het vereisen, nemen de gouverneurs en burgemeesters, elk voor het eigen grondgebied, maatregelen die strenger zijn ten opzichte van de maatregelen bedoeld in paragraaf 1, overeenkomstig de eventuele instructies van de minister. Daartoe overleggen ze met de bevoegde federale en deelstatelijke overheden in functie van de beoogde maatregel. Indien de hoogdringendheid geen overleg voorafgaand aan het nemen van de maatregel toelaat, informeert de betrokken burgemeester of de gouverneur deze bevoegde overheden zo snel mogelijk van de genomen maatregel. In elk geval worden de maatregelen beoogd door de burgemeester vastgesteld na overleg met de gouverneur, en worden deze beoogd door de gouverneur vastgesteld na overleg met de minister".

Overwegende dat de woorden "de gouverneur" in voormelde wettelijke bepaling voor wat het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, begrepen moeten worden als "de minister-president";

Overwegende dat, zoals de Raad van State in arrest nr. 247.452 van 27 april 2020 benadrukt, de minister van Binnenlandse Zaken bij de keuze van de maatregelen om de gezondheidsrisico's aan te pakken over "de ruimste beoordelingsbevoegdheid" beschikt;

Overwegende dat de Minister-President vanuit een gelijkaardige redenering over de ruimste beoordelingsbevoegdheid beschikt om binnen zijn bestuurlijke politiebevoegdheid bijkomende maatregelen te nemen om de coronacrisis aan te pakken en dit binnen de perken van zijn bevoegdheden van bestuurlijke politie (art. 5, § 2 van de pandemiewet);

Overwegende dat de Raad van State in arrest nr. 241.671 van 30 mei 2018 benadrukt dat: "iedere bestuurlijke politiewet de bevoegde overheden machtigt preventieve maatregelen te nemen om verstoringen van de openbare orde, nog voor zij zich voordoen, te vermijden" en dat "de overheid in dat verband over een ruime beoordelingsbevoegdheid beschikt en rekening kan houden met iedere mogelijk gevaarlijke situatie en met ieder risico, hoe klein ook, voor de openbare veiligheid";

Dat de lokale overheden bijgevolg de mogelijkheid behouden om, naast de maatregelen die al door de federale overheid zijn uitgevaardigd, omwille van de bijzondere gezondheidssituatie op hun grondgebied bijkomende maatregelen goed te keuren;

Overwegende dat het nationaal crisiscentrum de provinciegouverneurs op 16 december heeft meegedeeld dat op federaal niveau geen algemene verbodsmaatregel zou worden genomen maar hen wel heeft verzocht eenvormig te communiceren dat het gebruik van vuurwerk sterk wordt afgeraden om te voorkomen dat nog meer bedden bezet zouden worden in de eenheden voor intensieve zorgen;

Dat het de bevoegde lokale overheden vrij staat een verbodsmaatregel te nemen, mits zij de federale overheid daarvan vooraf in kennis stellen;

Que le centre de crise national a été informé préalablement à l'adoption du présent arrêté de police.

Arrête :

Article 1^{er}. § 1, Est interdit, dans l'espace public de tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, la possession, le transport, l'exposition, l'utilisation et tout acte préparatoire à l'allumage du matériel suivant :

- les artifices de divertissement de catégorie F2, F3 et F4 visés à l'article 5 de l'arrêté royal du 20 octobre 2015 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

- les articles pyrotechniques destinés au théâtre des catégories T1 et T2 visés dans l'arrêté royal précité ;

- les autres articles pyrotechniques des catégories P1 et P2 visés dans l'arrêté royal précité.

En outre, il est interdit d'utiliser des canons sonores ou canons à carbure.

Cette interdiction ne s'applique pas aux professionnels disposant des autorisations requises.

§ 2. Est interdit dans le domaine privé, l'utilisation et tout acte préparatoire à l'allumage du matériel visé au § 1.

Est également interdite l'utilisation des canons sonores ou canons à carbure.

Cette interdiction ne s'applique pas aux professionnels disposant des autorisations requises.

Art. 2. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont sanctionnées par les peines prévues à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique.

Art. 3. Les autorités administratives compétentes sur le territoire de l'Agglomération bruxelloise, sont chargées de l'exécution du présent arrêté. Les forces de police sont chargées de veiller au respect du présent arrêté, au besoin par la contrainte et /ou la force.

Le présent arrêté est communiqué au centre de crise national, aux Bourgmestres pour qu'ils effectuent l'affichage aux emplacements habituels pour les avis officiels.

Une diffusion la plus large possible sera effectuée par Bruxelles Prévention et Sécurité.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 23 décembre 2021 et est d'application jusqu'au 9 janvier 2022 inclus.

Art. 5. Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande d'annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la publication au *Moniteur belge*. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action de suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure de référé devant le Conseil d'Etat.

Bruxelles, le 17 décembre 2021.

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale
R. VERVOORT

Dat het nationaal crisiscentrum vooraf op de hoogte is gesteld van de uitvaardiging van dit politiebepaling.

Besluit :

Artikel 1. § 1, Het bezit, het vervoer, het uitstellen, het gebruik en elke handeling ter voorbereiding van het aansteken van het volgende materiaal is verboden in de openbare ruimte van heel het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

- vuurwerk van de categorieën F2, F3 en F4 bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 oktober 2015 betreffende het op de markt aanbieden van pyrotechnische artikelen;

- pyrotechnische artikelen voor theatergebruik van de categorieën T1 en T2 bedoeld in het voormeld koninklijk besluit;

- de andere pyrotechnische artikelen van de categorieën P1 en P2 bedoeld in het voormeld koninklijk besluit.

Daarnaast is ook het gebruik van geluidskanonnen en carbuurschieten verboden.

Dit verbod geldt niet voor beroepsmensen die beschikken over de vereiste vergunningen.

§ 2. Op het privédomein is het gebruik en elke handeling ter voorbereiding van het aansteken van het materiaal bedoeld in § 1 verboden.

Ook het gebruik van geluidskanonnen en carbuurschieten is er verboden.

Dit verbod geldt niet voor beroepsmensen die beschikken over de vereiste vergunningen.

Art. 2. Inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden bestraft met de straffen bepaald door artikel 6, § 1, van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie.

Art. 3. De bevoegde bestuurlijke overheden op het grondgebied van de Brusselse agglomeratie worden belast met de uitvoering van dit besluit. De politiediensten zijn verantwoordelijk voor de naleving van dit besluit, zo nodig met dwang en/of geweld.

Dit besluit wordt meegedeeld aan het Nationaal Crisiscentrum en aan de burgemeesters, zodat zij het op de gebruikelijke plaatsen voor officiële bekendmakingen kunnen aanplakken.

Brussel Preventie & Veiligheid zorgt voor een zo breed mogelijke verspreiding.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 23 december 2021 en geldt tot en met 9 januari 2022.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring van dit besluit worden ingediend bij de afdeling administratie van de Raad van State wegens schending van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het verzoek tot nietigverklaring moet, op straffe van onontvankelijkheid, worden ingediend binnen de 60 dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Het verzoekschrift wordt ofwel per post aangetekend verzonden naar de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, ofwel wordt het ingediend volgens de elektronische procedure met behulp van de identiteitskaart op de beveligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van het besluit worden ingediend, conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Brussel, 17 december 2021.

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
R. VERVOORT